

NICOLAS MARCEAU

**UNE FOIS  
LE QUÉBEC  
SOUVERAIN**

vlb éditeur



NICOLAS MARCEAU

UNE FOIS  
LE QUÉBEC  
SOUVERAIN

v1b éditeur





# Avant-propos

*Comme si la lutte de libération nationale n'était pas, en soi, un projet de société. Le bateau coule et des passagers veulent discuter de l'aménagement intérieur de la chaloupe. Ramons, câlce ! On discutera ensuite de la couleur de la casquette du capitaine ou de la forme des rames. L'indépendance n'est pas le paradis. Ce n'est pas la solution à tous nos problèmes. Mais il s'agit de choisir enfin. Ou le statut de nation annexée à jamais, ou la liberté.*

PIERRE FALARDEAU

Faire du Québec un pays souverain est une grande et noble idée. Mais à ce jour, et même s'il s'en est fallu de peu en 1995, le Québec est encore une province canadienne parmi d'autres, et son peuple n'est qu'une minorité dans un Canada où nombre de décisions fondamentales le concernant sont prises par la majorité canadienne-anglaise.

À première vue, les perspectives d'avenir de cette grande idée ne sont pas vraiment réjouissantes. En fait, peu importe la manière de les mesurer, les appuis à la souveraineté sont en déclin. Dans ce contexte, il est difficile d'entrevoir les vallées verdoyantes du pays du Québec.

Ce triste constat n'est cependant pas la fin de l'histoire, pour au moins quatre raisons.

D'abord, parce que faire la souveraineté n'a jamais été aussi pertinent et urgent. Les raisons de la faire sont plus valables aujourd'hui que jamais et je me dis que cette grande idée pourrait reprendre « naturellement » de la vigueur.

Ensuite parce qu'on ne part pas de zéro. Les appuis à la souveraineté restent significatifs et des partis politiques la portant sont présents à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes du Canada.

Également, parce que les manières de faire du mouvement souverainiste, essentiellement toujours les mêmes depuis des décennies, pourraient changer et qu'une nouvelle approche pourrait changer la donne. Je ne suis sûrement pas seul à comprendre que puisque les mêmes recettes donnent habituellement le même résultat, il pourrait être avantageux d'essayer autre chose.

Enfin, parce que l'histoire nous enseigne qu'elle peut s'accélérer, de manière inattendue, et qu'il arrive qu'un nouveau contexte se mette en place qui favorise des changements qu'on croyait auparavant impossibles.

Sur ce dernier point, et pour ne donner qu'un exemple d'une accélération spectaculaire de l'histoire, peu nombreux étaient ceux qui avaient prédit, en 1985 au moment de l'accession de Mikhaïl Gorbatchev au poste de secrétaire général du Parti communiste, qu'en quelques années, on assisterait à l'effondrement des régimes communistes des pays d'Europe de l'Est – Pologne, Hongrie, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie. Et tout aussi rares sont ceux qui avaient prédit que la très puissante URSS elle-même s'effondrerait en 1991, donnant ainsi naissance à 15 pays. Ainsi, entre 1985 et 1991, un minuscule six ans sur une échelle historique, la face du monde a été dramatiquement changée. Évidemment, en 1985, le feu couvait et plusieurs des

ingrédients qui mèneraient à la dislocation du Bloc de l'Est étaient en place. Mais les forces du *statu quo* étaient également puissantes et il était raisonnable de croire que ce dernier se maintiendrait encore longtemps. Dans le cas de la question nationale québécoise, il faut admettre que les forces du *statu quo* semblent aujourd'hui bien en selle. Mais l'histoire pourrait ici aussi s'accélérer, car bien des facteurs favorables à la montée de l'idée de souveraineté sont présents, même s'ils n'agissent pas aujourd'hui autant que je le désirerais. Évidemment, je ne propose pas ici que nous attendions que l'histoire s'accélère pour agir. Au contraire, je suis de ceux qui veulent que nous agissions et que nous infléchissions le cours de l'histoire.

J'ai d'abord écrit ce livre parce que je voudrais voir la souveraineté se réaliser à brève échéance. Étant convaincu que l'idée de la souveraineté est intrinsèquement formidable, je crois que si le Québec n'est pas encore un pays, c'est assurément parce que nous ne nous y sommes pas pris de la bonne manière. Et quand j'écris « nous », je m'inclus, je ne me défile pas. Ayant été député et ministre, élu sous la bannière du Parti québécois, j'ai participé, au fil des ans, à nombre de décisions importantes. J'ai donc ma part de responsabilité, même si la plupart de ces décisions étaient collectives et qu'il est arrivé, dans certains cas, que mon point de vue ne prévale pas.

Cela étant, il m'apparaît évident que nous, du mouvement souverainiste, pour réussir là où nous avons échoué, devons prendre acte de la situation défavorable dans laquelle nous nous trouvons et être prêts à changer nos manières de faire. Je dresse donc, dans ce livre, un état des lieux dans lequel je tente de comprendre les raisons du déclin du mouvement souverainiste. Comme on le verra, et même si je formule certaines critiques, mon objectif est de construire, d'offrir des solutions, lesquelles sont d'après moi la bonne réponse à ce diagnostic.

Il y a une évidence que je trouve nécessaire de formuler dès maintenant. Quand je dis qu'il faut changer nos manières de faire, je réfère essentiellement au positionnement du mouvement souverainiste. En politique, le positionnement est primordial, il détermine tout. Le reste – le militantisme, les communications, l'organisation, le financement, le charisme du leader – n'est évidemment pas à négliger, mais il ne peut que très rarement, voire jamais compenser un positionnement déficient.

Dans le passé récent, le positionnement du mouvement souverainiste sur la question nationale a été problématique et j'estime qu'il faut le changer pour revenir à l'essentiel, tel que je l'explique dans la troisième partie de ce livre. Je ne doute d'ailleurs pas de la volonté des souverainistes d'en débattre ni de leur capacité à revoir ce positionnement.

Ensuite, sur les enjeux ne relevant pas de la question nationale, des débats importants ont également été menés au sein du mouvement souverainiste, mais force est d'admettre qu'ils se sont toujours conclus de manière telle que notre positionnement traditionnel se perpétue. Les remises en question sont tout simplement restées sans suite, et les vieilles habitudes ont rapidement repris leurs droits. Or, je n'entrevois pas de progrès pour le mouvement souverainiste sans de véritables changements dans son positionnement sur les enjeux ne relevant pas de la question nationale.

Je trouve important de dire que je suis un souverainiste et que faire la souveraineté du Québec se situe très clairement au premier rang de mes priorités, devant d'autres excellentes causes qui me tiennent également à cœur : lutte aux inégalités, prospérité du Québec, lutte contre les changements climatiques, protection et épanouissement du français, lutte contre les discriminations, laïcité de l'État, etc. Je crois en effet que la souveraineté nous permettrait de faire mieux à tous égards ou, dit autrement, que l'ensemble des possibles

du Québec souverain serait plus grand que celui de l'actuel Québec-province, pour toutes les autres causes que je viens d'évoquer. J'estime en conséquence que la priorité doit être de faire la souveraineté. Ensuite nous pourrions véritablement mieux progresser.

J'ajoute que je suis fortement attaché au Parti québécois. Je n'ai en fait jamais voté pour un autre parti que le Parti québécois aux élections québécoises, et j'ai aussi bien sûr voté pour le Oui en 1995 – mais pas en 1980, j'étais trop jeune. Je me suis également impliqué au Parti québécois, intensément. J'ai énormément de respect, et dans bien des cas de l'amitié, pour ceux qui y ont œuvré depuis ses débuts et pour ceux qui y sont aujourd'hui. J'ai en particulier beaucoup d'estime pour l'actuel chef du parti, Paul St-Pierre Plamondon.

Je dis cela parce que, comme on le verra, je propose que soit constitué un rassemblement des souverainistes dont le positionnement différencierait sensiblement de celui des partis souverainistes actuels, y compris le Parti québécois. Il serait évidemment possible que le Parti québécois devienne ce rassemblement, mais cela exigerait qu'il change, ce que je souhaite. Je ne peux évidemment pas savoir si c'est la direction qu'il voudra prendre. Si tel n'était pas le cas, alors j'estime que ce rassemblement devrait s'incarner dans une nouvelle organisation.

Pour qu'on me comprenne et m'interprète bien, je crois aussi important de dire ce en quoi je crois sur les enjeux ne relevant pas de la question nationale. Je suis un homme de centre-gauche, un social-démocrate. Je crois donc aux vertus d'un secteur privé bien encadré et d'un État qui agit en faveur du bien commun et qui intervient fermement pour corriger les ratés du marché. Je suis en particulier interpellé par la montée des inégalités, et je suis en conséquence très favorable à la redistribution de la richesse. J'ai la conviction que nous devons garantir l'égalité des chances, pour que tous puissent

se réaliser pleinement, quel que soit leur milieu social d'origine. Sur la question fondamentale des changements climatiques, je suis convaincu que nous devons agir avec force, détermination et rigueur, en nous assurant que la population adhère à ces changements requis. Le Québec a encore beaucoup à faire dans cette lutte et il a les moyens d'être un leader et de devenir un exemple pour le monde. Ensuite, je suis un farouche partisan d'une action forte et systématique pour assurer l'épanouissement du français et de la culture québécoise. Sur la question de la langue, on me classera probablement dans le camp des intransigeants, ce que j'assume parfaitement. Enfin, je crois dans un Québec inclusif. Pour moi, sont Québécois et égaux en droits tous ceux et celles qui y résident, point final. Il en découle que nous devons lutter vigoureusement contre toutes les formes de discrimination. Par ailleurs, je crois tout de même que, dans certains contextes, il est parfaitement raisonnable de hiérarchiser certains droits individuels. Ainsi, selon moi, le droit de pratiquer sa religion est subordonné à celui des femmes d'être traitées également aux hommes. Là-dessus aussi, je suis intransigeant.

Je m'ouvre ainsi parce que j'estime que le rassemblement que j'appelle de mes vœux devrait prendre acte de ce que les Québécois ont changé dans les dernières décennies, alors que les souverainistes évoluaient peu. Ainsi, et même si mes convictions personnelles sont plutôt bien alignées avec le positionnement traditionnel du mouvement souverainiste – surtout celui du Parti québécois –, je crois qu'il doit changer. En fait, je suis convaincu que le mouvement souverainiste se prive de nombreux appuis en s'y cantonnant.

Dans ce livre, je propose donc que soit constitué un rassemblement de souverainistes ayant pour unique objectif de réaliser la souveraineté du Québec. Il est absolument fondamental que ce rassemblement en soit un vrai. J'insiste : un vrai rassemblement souverainiste est une organisation



dont le fonctionnement et le positionnement sont choisis de manière telle que puissent y loger sans problème la vaste majorité des Québécois et des souverainistes, peu importe leur vision politique sur différents enjeux – sauf sur la question nationale, évidemment. Et pour que le plus grand nombre s’y sente accueilli, le rassemblement doit, à mon avis, choisir de ne pas inclure des extrémistes de droite ou de gauche, car ces derniers sont un véritable repoussoir pour la très large majorité des Québécois qui sont des modérés.

Pour participer aux élections et un jour former le gouvernement, ce rassemblement devra, à un moment ou à un autre, se transformer en parti politique. Rien n’empêche qu’un parti politique existant se transforme pour en devenir le berceau. Ou, alternativement, le rassemblement pourrait être une structure complètement neuve, qui se transformerait en parti politique au moment opportun, et dans laquelle pourraient venir se fondre un ou des partis politiques existants.

L’émergence d’un rassemblement souverainiste est le point de départ de cette nouvelle voie que je propose. Je ne m’attarderai pas ici à une comparaison des avantages et inconvénients des deux scénarios organisationnels, ni à la manière de s’y prendre pour réunir dans une même salle tous les acteurs qu’il faudrait pour que le rassemblement arrive. Même si ces considérations sont très importantes, j’estime que je peux faire une contribution plus significative en m’intéressant au défi formidable que constitue, pour le rassemblement, l’élaboration de son positionnement sur différents enjeux.

Car, une fois le rassemblement constitué, il faudra convaincre les souverainistes, aujourd’hui dispersés, de l’appuyer. Et il faudra également convaincre des Québécois de tous horizons, aujourd’hui faiblement ou non souverainistes, d’appuyer la souveraineté et ce rassemblement. Pour obtenir ces appuis, il faudra non seulement que le rassemblement se positionne adéquatement sur tous les enjeux, mais

il faudra également qu'il mette de l'avant les sujets qui lui permettront de progresser et qu'il sache gérer – ou même éviter – ceux qui ont constitué des écueils dans le passé pour le mouvement souverainiste.

En résumé, ma vision va comme suit.

Premièrement, faire la souveraineté doit être le seul et unique objectif du rassemblement. Absolument tout doit être subordonné à cet objectif. Chacun de ses gestes doit être analysé en fonction de ce seul objectif. Bref, le rassemblement n'a qu'une priorité et il agit en conséquence.

Deuxièmement, le rassemblement souverainiste doit élaborer une démarche d'accession à la souveraineté et un calendrier simples, clairs et qui mènent à la souveraineté à brève échéance. Le rassemblement doit convenir de cette mécanique et de ce calendrier avant les élections de manière à rendre la question nationale pertinente.

Troisièmement, il faut que ce rassemblement convainque le peuple québécois des avantages de la souveraineté et de la supériorité d'un Québec indépendant par rapport à un Québec appartenant au Canada. Il va de soi que le rassemblement doit inlassablement faire valoir ces avantages intrinsèques de la souveraineté.

Quatrièmement, étant donné les perspectives très différentes et, dans certains cas, les divergences très importantes de point de vue des Québécois – et des souverainistes – sur une multitude d'enjeux, il n'est pas envisageable de les convaincre de la supériorité de la souveraineté en faisant valoir qu'elle permettrait de réaliser un seul projet de société spécifique. Selon moi, il faut plutôt convaincre les Québécois que la souveraineté rendrait possible la réalisation de plusieurs projets de société. Il faut, par exemple, montrer en quoi la souveraineté permettrait de faire du Québec une société plus juste, ou plus riche, ou encore, plus verte. J'estime qu'il ne sera jamais possible de rebâtir un large rassemblement

souverainiste sur la base de la promesse d'un seul et unique projet de société à réaliser au lendemain de la souveraineté.

Cinquièmement, ce rassemblement doit prioriser son unité et être cohérent sur les enjeux ne relevant pas de la question nationale. Pour tous ces autres enjeux, je plaide que le rassemblement devrait agir pour l'édification nationale. Par cela, j'entends qu'il lui faut proposer et soutenir des mesures dont la mise en œuvre renforcerait la nation québécoise. Comme je l'expliquerai, agir pour l'édification nationale est la voie à privilégier pour maintenir la cohésion d'un rassemblement de souverainistes d'horizons divers.

Mes propositions, prises comme un tout, constituent en quelque sorte un programme qui n'a jamais été mis en œuvre par le mouvement souverainiste. Évidemment, et malgré les efforts que j'ai mis à les formuler, je sais bien qu'elles pourraient être bonifiées. Mais ces propositions ont, dans leur état actuel, l'énorme mérite de ne viser qu'une chose : réaliser la souveraineté du Québec. Elles n'ont, d'aucune manière, été altérées par mes convictions sur les enjeux ne relevant pas de la question nationale. Mes autres convictions, j'ai donc tenté d'en faire abstraction. En fait, j'estime que ces autres convictions, aussi importantes soient-elles, doivent être au service de la réalisation de la souveraineté, plutôt que l'inverse, comme cela est trop souvent le cas dans le mouvement souverainiste. Je me doute bien que mettre en œuvre de telles propositions ne sera pas simple et qu'il y aura de la résistance. La confusion dans les objectifs a été si omniprésente dans le passé souverainiste que plusieurs ne se rendent tout simplement plus compte qu'ils chassent plusieurs lièvres à la fois. Tout de même, je suis un optimiste et j'ai espoir qu'un mouvement qui veut fondamentalement transformer le Québec sera lui-même en mesure de se transformer !

## **Une page blanche ?**

Ma vision s'éloigne de l'orthodoxie souverainiste par mon rejet de l'association d'un projet de société particulier au projet de souveraineté. Je rejette cette association pour deux raisons.

D'abord, parce que j'estime qu'associer la réalisation d'un projet de société particulier au projet de souveraineté équivaut à vouloir restreindre la démocratie dans un Québec indépendant. Le problème peut être énoncé de la manière suivante : si on promet que la souveraineté sera accompagnée de la réalisation d'un projet de société particulier, alors on promet que les Québécois ne seront pas complètement libres de choisir le parti qui formera le gouvernement dans un Québec souverain. Car pour qu'un seul et unique projet de société puisse se réaliser dans un Québec souverain, il faut empêcher que d'autres voient le jour, ce qui exige qu'un gouvernement qui lui est opposé ne puisse être élu pour en mettre en œuvre un différent. Or, un seul moyen rend cela impossible : inscrire ce projet de société particulier dans la constitution de manière à décider, à l'avance, des partis qui pourront former le gouvernement. Autrement dit, associer un projet de société particulier à la souveraineté, cela revient à vouloir restreindre l'alternance dans un Québec souverain, en disqualifiant certaines visions politiques dans la constitution. Or, j'ai la conviction que les Québécois ne se rallieront jamais au projet souverainiste s'ils n'ont pas la garantie et ne sont pas convaincus que leur nouveau pays sera exemplaire sur le plan démocratique.

Ensuite, parce qu'il ne sera jamais possible de rassembler les souverainistes autour d'un unique projet de société social-démocrate, de gauche radicale ou de droite. Un souverainiste de droite est évidemment réticent à appuyer un rassemblement qui a pour objectif de faire un pays de gauche.

L'inverse est tout aussi vrai. Or, la pluralité des visions politiques est désormais la norme au Québec, alors qu'aux élections du 1<sup>er</sup> octobre 2018, les souverainistes ont voté en nombre significatif pour trois des quatre partis politiques officiellement reconnus à l'Assemblée nationale du Québec. Il est tout simplement impossible de rassembler un nombre significatif de souverainistes si on adjoint au projet de souveraineté un élément – par exemple un projet de société particulier – qui agit comme un repoussoir pour une portion significative d'entre eux.

Mais alors, dépouillé de son projet de société particulier, le projet souverainiste est-il sans substance ? Est-il réduit à une simple page blanche ?

Bien sûr que non. Car le projet souverainiste lui-même renferme plusieurs éléments très substantiels.

D'abord, il inclut un projet de constitution du Québec souverain dans lequel on retrouvera des éléments fondamentaux : affirmation que le pays du Québec est une société démocratique et laïque ; description du régime politique, du mode de scrutin et du partage des compétences des différents ordres de gouvernement ; fonctionnement des institutions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; affirmation d'un ensemble de valeurs fondamentales ; règles de citoyenneté ; et formule d'amendement.

Évidemment, la décision finale sur le contenu précis de cette constitution sera prise par le peuple, selon la mécanique prévue par le mouvement souverainiste, qui aura sur cette base été porté au pouvoir par les Québécois. Et très évidemment aussi, le rassemblement souverainiste fera connaître ses propositions sur la forme précise que devraient prendre les différents éléments fondamentaux. Ces propositions pour une nouvelle « gouvernance » du Québec, plus démocratique, plus efficace et surtout plus conforme aux idéaux et valeurs des Québécois, constituent d'après moi un projet concret,

substantiel et enthousiasmant. On est vraiment très loin d'une page blanche.

Ensuite, il faut aussi inclure dans le projet souverainiste une description aussi complète que possible de ce que sera le Québec au lendemain de la souveraineté, par-delà sa nouvelle constitution.

Il s'agit pour cela d'être clair sur différentes étapes de la transition du Québec de son statut de province à celui de pays. Ces différentes étapes devront être prévues dans la mécanique d'accession que choisira le rassemblement souverainiste. De plus, il faut pouvoir décrire ce que sera le Québec souverain au lendemain de la souveraineté. Par exemple, qu'en sera-t-il de l'offre de services publics, du régime fiscal, de la place du secteur privé dans notre économie, des postes, des pensions de vieillesse, du rôle des médias dans notre société, des limites de vitesse sur nos autoroutes, ou encore, de l'organisation du système de santé et du financement de nos universités ? Le nombre de questions est en fait quasiment infini. Pour moi, il y a une réponse simple à toutes ces questions : le Québec sera essentiellement identique au lendemain de sa souveraineté, mais avec une gouvernance largement améliorée et, évidemment, des institutions toutes québécoises en remplacement des institutions fédérales. Bien expliquer et décrire l'ensemble des institutions de remplacement nécessaires, cela constitue un autre élément très substantiel du projet que le mouvement souverainiste doit clairement énoncer.

Enfin, une fois sur les blocs de départ que les Québécois auront choisis et qui ressembleront vraisemblablement beaucoup à ce qu'ils connaissent déjà, le Québec souverain se mettra en marche vers son nouveau destin. On ne peut évidemment pas savoir aujourd'hui le chemin que les Québécois choisiront d'emprunter à ce moment-là. Car, dans le Québec souverain aux standards démocratiques les plus élevés qu'ils auront décidé de se donner, les Québécois auront



l'entière latitude de choisir parmi plusieurs chemins. J'ai la conviction que la liberté et l'élargissement des possibles qui viennent avec la souveraineté font que tous les chemins que le Québec souverain pourrait emprunter seront plus avantageux, que toutes les visions politiques qui pourraient s'y réaliser pourront être mieux articulées et plus abouties. Les Québécois pourront donc mieux réaliser tout projet de société qu'ils choisiront de mettre en œuvre. Pour moi, l'élargissement des possibles, qui vient avec la souveraineté, constitue un autre élément très substantiel du projet souverainiste. Rien qui puisse s'apparenter à une page blanche.

En définitive, rien n'est plus loin d'une page blanche que le projet souverainiste, même sans projet de société spécifique.

\*

À ce stade-ci, quelques mises au point s'imposent.

Les chapitres 1, 5 et 6 renferment une annexe. On peut très bien ne pas les lire et suivre, sans difficulté, le fil de l'argumentation. La lecture de celles des chapitres 1 et 6 est probablement plus exigeante que celle du reste de ce livre. Cependant, j'ai fait des efforts pour qu'elle demeure accessible, même à ceux qui ne sont pas familiers avec certains des concepts qui y sont utilisés. Ainsi, dans l'annexe du chapitre 1, je discute des options monétaires d'un Québec souverain. Or, l'importance et la complexité du sujet m'ont obligé à tenir compte d'un large ensemble de considérations. L'analyse est donc approfondie et détaillée. Ce n'est pas en soi un défaut, mais cela exige du lecteur qu'il patiente avant de voir surgir la conclusion. Quant à l'annexe du chapitre 6, j'y utilise quelques notions issues de la théorie des jeux moins connues du grand public. J'ai tenté de les vulgariser, au meilleur de mes capacités. L'annexe du chapitre 5 est simple et n'est en fait qu'un ensemble de tableaux et graphiques complémentaires à

l'analyse. Il y a donc moyen de ne pas s'y arrêter si les détails de la méthode utilisée ne nous intéressent pas.

J'ai également choisi de faire abstraction de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, les faits chiffrés que je présente portent sur des périodes se terminant, au plus tard, en 2019. Les données des années 2020, 2021 et suivantes sont peu fiables, pour le moment, et elles ne sont donc tout simplement pas présentées. Sur le fond des choses, ce choix n'a aucune conséquence. Car on voit mal comment l'analyse d'un changement aussi fondamental et structurel que celui de faire la souveraineté pourrait être affectée par un événement se produisant une fois aux 100 ans. Et si on insistait pour que je tienne compte de la pandémie, je pourrais mettre en lumière qu'elle a servi à révéler, une fois de plus, de nombreux dysfonctionnements du régime fédéral actuel.

Enfin, même si j'ai fait appel à mes connaissances en sciences économiques, lorsque cela servait mon propos, ce livre n'est pas un ouvrage universitaire, mais bien un essai politique. Les éléments factuels présentés sont appuyés sur des données fiables, ayant la plupart du temps été publiées par des organismes publics réputés ou par des universitaires dans des revues avec comité de lecture. Cela étant, il est tout simplement impossible d'aborder un sujet tel que la souveraineté du Québec de manière objective. J'étais souverainiste quand j'ai commencé à écrire ce livre et je vous confirme que je suis toujours aussi convaincu au moment de le terminer !

\*

Il m'apparaît utile de présenter, dès maintenant, l'outil d'analyse que j'utilise pour décrire le monde politique québécois. Il est composé de trois axes politiques, lesquels sont eux-mêmes constitués de deux pôles :

1. *Axe de la question nationale* : Pôles souverainiste et fédéraliste. Cet axe permet de catégoriser les citoyens et les

partis politiques qui croient que le Québec devrait être un pays, de « souverainistes », et ceux qui croient que le Québec devrait continuer à faire partie du Canada, de « fédéralistes ».

2. *Axe socio-économique* : Pôles gauche et droite. Sur cet axe, on peut catégoriser comme étant de « gauche » les citoyens et les partis politiques qui croient que l'État devrait être de grande taille, offrir un large éventail de services publics, redistribuer beaucoup, réglementer l'activité économique, notamment pour protéger l'environnement, être actif dans le développement économique et taxer et imposer plus lourdement. On dira de ceux qui préfèrent un État de petite taille, offrant peu de services publics, redistribuant peu, réglementant peu, étant peu actif dans le développement économique, et taxant et imposant peu, qu'ils sont de « droite ».

3. *Axe identitaire* : Pôles nationaliste et multiculturaliste. L'axe identitaire a pour objet de débat les marqueurs identitaires de la nation : la langue, la culture, l'histoire, le patrimoine, le rapport à la religion et à la laïcité, les valeurs telles que l'égalité des femmes et des hommes, ou encore le volume ou le modèle d'intégration de l'immigration. On placera dans la catégorie « nationaliste » ceux qui croient que ces marqueurs, tels qu'ils ont évolué jusqu'à aujourd'hui, sont des repères fondamentaux de notre société, qu'ils constituent le socle de la nation québécoise et, en conséquence, qu'ils doivent être maintenus et affirmés. Les « multiculturalistes » croient, quant à eux, qu'il existe plusieurs cultures et nations sur le territoire québécois et canadien, que les marqueurs identitaires de la nation québécoise, tels qu'ils ont évolué jusqu'à aujourd'hui, n'ont pas de valeur particulière, même au Québec, et que, lorsqu'ils sont affirmés et imposés, cela se

fait au détriment de certains citoyens, en particulier ceux de certaines minorités.

Quand on utilise de tels outils d'analyse, on suppose que les citoyens ou les partis politiques ont un positionnement préféré sur chacun des axes politiques. Évidemment, sur un axe donné, un citoyen ou un parti politique peut se situer à l'un des deux extrêmes, mais il peut également préférer un point intermédiaire. Comme on le verra, il arrivera que je simplifie l'analyse en regroupant, dans un même pôle, les différentes nuances.

J'estime que ces axes et ces pôles sont des outils fort utiles pour qui veut analyser, décortiquer et comprendre notre monde politique et les forces à l'œuvre. Et pour ceux qui douteraient de leur utilité parce que, pensent-ils, la majorité des citoyens ne réfléchit pas en ces termes, je me permets de rappeler l'histoire du champion de billard. On trouvera en effet aisément des champions de billard qui n'y connaissent absolument rien aux principes physiques de la mécanique et qui jouent à ce jeu d'instinct, avec brio. Mais cela ne change rien au fait que pour celui qui veut analyser et comprendre le mouvement des boules sur le tapis vert, la compréhension de la mécanique est fondamentale. On ne saurait mener à bien une analyse de ces mouvements sans utiliser des notions comme celles de l'angle d'incidence ou de l'angle de réflexion. Bref, et de la même manière, pour mener à bien une analyse politique, il est utile de convenir d'une typologie des comportements politiques, même si cette dernière n'est pas utilisée par les citoyens.



# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	11
<b>I – LES FONDEMENTS DE LA SOUVERAINETÉ</b> .....	29
<b>1 – Faire la souveraineté, ça veut dire quoi ?</b> .....	33
La constitution et les institutions démocratiques .....	37
Les lois et les tribunaux.....	38
Les impôts.....	40
Les relations extérieures.....	42
L'économie .....	45
Les services publics et les programmes sociaux.....	47
La langue, la culture et les communications .....	50
Le territoire et l'environnement .....	52
La citoyenneté.....	57
Les droits des minorités .....	58
Les relations avec les nations autochtones .....	59
Annexe : La monnaie d'un Québec souverain .....	64
<b>2 – Pourquoi la souveraineté ?</b> .....	95
Être libre .....	95
Se doter d'un État complet.....	102
Assurer l'épanouissement de notre langue et de notre culture .....	112
Faire mieux.....	117
Satisfaire notre besoin d'appartenance.....	126
<b>3 – Faisable, la souveraineté ?</b> .....	132
L'économie d'un Québec souverain.....	136
Les finances publiques d'un Québec souverain.....	151
Qu'advient-il de nos accords commerciaux ?.....	177



<b>II – OÙ EN SOMMES-NOUS ?</b> .....	187
<b>4 – Développement du Québec et évolution du souverainisme depuis 1960</b> .....	190
L'état d'infériorité économique des Québécois francophones et le souverainisme révolutionnaire et d'extrême gauche : les années 1960 .....	192
Le rattrapage des Québécois et le souverainisme social-démocrate : de la Révolution tranquille aux années 2010 .....	203
Les nouvelles préoccupations des Québécois et un souverainisme déphasé qui rassemble moins : des années 2010 à aujourd'hui.....	231
<b>5 – Le vote des Québécois depuis 1960</b> .....	262
Aspects méthodologiques.....	263
Évolution des appuis aux différents pôles.....	269
Interprétation des constats .....	275
Annexe : Informations supplémentaires sur les élections québécoises .....	279
<b>III – COMMENT FAIRE ?</b> .....	289
<b>6 – Mécanique d'accession et calendrier</b> .....	293
Qu'est-ce qu'une mécanique d'accession et un calendrier ? .....	293
Brève histoire des mécaniques.....	295
Pourquoi faut-il une mécanique ? .....	297
Qualités d'une mécanique .....	300
Le nationalisme de réaction.....	303
Éléments de mécanique I : le référendum .....	312
Éléments de mécanique II : assemblée constituante.....	318
Éléments de mécanique III : négociations sur les relations entre le Québec souverain et le Canada .....	322
Éléments de mécanique IV : poser des gestes unilatéraux de souveraineté .....	331
Éléments de mécanique V : négociations sur une modification constitutionnelle dans le cas où le Québec resterait une province du Canada .....	334
Annexe : Jeu constitutionnel avec négociations.....	336

<b>7 – Quel projet de société ?</b> .....	341
Qu'est-ce qu'un projet de société ? .....	341
Alternance et constitution d'un Québec indépendant.....	343
Projets de société : une camisole de force démocratique et un obstacle à la formation d'un rassemblement.....	345
Des projets de société.....	349
Le défi de constituer et de faire fonctionner un rassemblement.....	351
Projets de société et pédagogie de la souveraineté .....	356
<b>8 – L'édification nationale</b> .....	361
L'« avant ».....	363
Agir pour l'édification nationale .....	369
Choisir ses batailles.....	374
Opter pour le positionnement reflétant le point de vue majoritaire du Québec .....	376
<b>Épilogue</b> .....	383
<b>Bibliographie</b> .....	387
<b>Remerciements</b> .....	403

Cet ouvrage composé en Celeste corps 12 a été achevé d'imprimer au Québec  
le neuf août deux mille vingt-deux sur les presses de Marquis Imprimeur  
pour le compte de VLB éditeur.

*Une fois souverain, le Québec continuera d'évoluer. Il est difficile de prédire la direction précise que nous choisirons collectivement et démocratiquement d'emprunter, mais j'ai la conviction profonde que les chemins possibles seront plus nombreux et plus avantageux, et que le peuple du Québec, désormais seul maître de son destin, saura choisir le meilleur.*

Dans ce livre exhaustif et longuement médité, Nicolas Marceau propose un argumentaire actuel pour la souveraineté du Québec. L'économiste et ancien ministre examine l'ensemble des aspects du projet, démontrant sa faisabilité technique et économique, démystifiant les arguments contre sa réalisation, définissant les éléments de planification, de persuasion et de négociation qui seront nécessaires à fonder un pays à l'image de tous les Québécois.

Selon Marceau, si le projet souverainiste est plus légitime que jamais, il est crucial de l'inscrire dans son époque pour parvenir à convaincre. Voilà pourquoi il analyse également l'évolution des mouvements souverainistes depuis 1960 à la lumière de leur contexte social, et donne à voir la forme que devra prendre, aujourd'hui, le rassemblement fort et crédible dont le premier objectif sera de mener le Québec à un référendum gagnant.



Ministre des Finances et de l'Économie de 2012 à 2014, et député à l'Assemblée Nationale de 2009 à 2018, **NICOLAS MARCEAU** est professeur titulaire au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal.

